

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Saint-Joseph-de-Sorel | 53050 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Patrick Delisle, dir général et greffier, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Joseph-de-Sorel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 13 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel

Opinion avec réserve

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de l'actif net et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas appliqué les exigences du nouveau chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, qui s'applique aux exercices financiers ouverts à compter du 1er avril 2022. Ainsi, au 31 décembre 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations et n'a pas fourni les informations requises sur les obligations. L'impact de cette dérogation sur les états financiers consolidés pour l'exercice terminé au 31 décembre 2023 n'a pas été déterminé.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Joseph-de-Sorel inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement du surplus de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- J'obtiens des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Je suis responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assume l'entière responsabilité de mon opinion d'audit.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 5 avril 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	4 134 056	4 424 764	4 134 056
Compensations tenant lieu de taxes	2	38 146	35 670	38 146
Quotes-parts	3		417 176	31 539
Transferts	4	410 426	463 111	1 159 956
Services rendus	5	282 162	340 453	282 162
Imposition de droits	6	84 468	50 772	84 468
Amendes et pénalités	7	7 636	9 005	7 636
Revenus de placements de portefeuille	8		3 316	
Autres revenus d'intérêts	9	76 734	162 079	79 351
Autres revenus	10	10 925	104 611	11 260
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 044 553	6 010 957	5 828 574
Charges				
Administration générale	14	1 195 931	1 325 114	1 286 995
Sécurité publique	15	446 047	482 233	446 047
Transport	16	658 012	1 155 529	1 070 297
Hygiène du milieu	17	582 310	1 341 923	935 508
Santé et bien-être	18	1 691	8 429	1 691
Aménagement, urbanisme et développement	19	154 755	74 643	154 755
Loisirs et culture	20	1 105 882	1 542 720	1 368 908
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	205 732	223 869	207 615
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 350 360	6 154 460	5 471 816
Excédent (déficit) de l'exercice	25	694 193	(143 503)	356 758
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 507 460	19 145 804
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			4 898
Solde redressé	28		19 507 460	19 150 702
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		19 363 957	19 507 460

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 099 366	1 054 402
Débiteurs (note 5)	2	3 581 700	3 696 594
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	24 720	45 525
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	74 661	69 399
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	4 780 447	4 865 920
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	428 050	531 473
Revenus reportés (note 11)	12	205 959	24 953
Dettes à long terme (note 12)	13	9 614 973	10 260 649
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 248 982	10 817 075
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 468 535)	(5 951 155)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	24 762 530	25 430 283
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	64 127	23 963
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	5 835	4 369
	23	24 832 492	25 458 615
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	19 363 957	19 507 460
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	19 363 957	19 507 460
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	19 363 957	19 507 460

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	694 193	(143 503)	356 758
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	1 052 850)	459 527)	1 337 653)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 127 280	1 118 376
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(1 052 850)	667 753	(219 277)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(40 164)	11 030
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 466)	78 746
	13		(41 630)	89 776
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(358 657)	482 620	227 257
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(5 951 155)	(6 183 310)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			4 898
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(5 951 155)	(6 178 412)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 468 535)	(5 951 155)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(143 503)	356 758
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 127 280	1 118 376
Autres			
▪	3.1		
	4	983 777	1 475 134
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	114 894	1 019 083
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(103 423)	(280 722)
Revenus reportés	8	181 006	(1 311)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(5 262)	(11 518)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(40 164)	11 030
Autres actifs non financiers	12	(1 466)	78 746
	13	1 129 362	2 290 442
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	459 527)(	1 337 653)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(459 527)	(1 337 653)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	724)(	583)
Cession	22	21 529	6 335
	23	20 805	5 752
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	38 277	
Remboursement de la dette à long terme	25 (	688 887)(	665 747)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	4 934	34 704
Autres			
▪	28.1		
	29	(645 676)	(631 043)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	44 964	327 498
Solde déjà établi	31	1 054 402	726 904
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 054 402	726 904
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 099 366	1 054 402

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel est régie par la Loi sur les Cités et Villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages S13, S14, S15 et S19 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Les états financiers consolidés incluent également la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

-Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch (19,14%)

-Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (5,24%)

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'aqueduc. Elle a été créée en vertu du projet de Loi 251 et sanctionnée le 4 novembre 1993 par l'Assemblée nationale. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2023 est de 238 632 \$ et un montant supplémentaire de 79 500 \$ pour des travaux d'urgence pour un total final de 318 132 \$. La Ville est membre de la Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'égout. Elle a été créée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2023 est de 60 458 \$.

a) Périmètre comptable

Voir A

b) Partenariats

Voir A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Les transactions relatives aux éléments suivants détenus avant le 1er janvier 2001 se comptabilisent selon la méthode de comptabilité de caisse à l'état des activités financières de fonctionnement à des fins fiscales: la dépense d'intérêts sur la dette à long terme, incluant tout refinancement jusqu'à son extinction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La contrepartie des intérêts courus à payer afférents aux éléments mentionnés ci-dessus détenue avant le 1er janvier 2001 est montrée au poste "dépenses constatées à taxer ou à pourvoir".

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;

Les emprunts bancaires;

Les créditeurs et charges à payer;

Les revenus reportés;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Les dettes à long terme;

Passif au titre des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

STOCK

Les stocks de papeterie, fournitures de bureau, articles de tuyauterie, fournitures de sel à déglacage et de produits chimiques sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : la valeur marchande des actifs.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

J) Autres éléments

Frais d'escompte et financiers sur emprunt

Les frais d'escompte et financiers sur emprunt sont amortis suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et des montants des revenus et des dépenses comptabilisés durant l'exercice. Les résultats réels peuvent varier de ces estimations.

Constatation des revenus

Les contributions municipales sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les autres revenus sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux revenus, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolutions;

Les intérêts sur les placements et les autres intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

ORGANISMES CONTRÔLÉS

Régie intermunicipale de l'eau Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch

Opérations conclues avec des entités apparentées: La régie utilise les services administrations et d'assainissement d'un partenaire, la Ville de Sorel-Tracy, pour une contrepartie de 74 297 \$ (69 698 \$ en 2022) présenté à titre d'administration générale. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui est la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent

Opérations conclues avec des entités apparentées: La régie utilise les services administratifs d'un partenaire, la Ville de Sorel-Tracy, pour une contrepartie de 43 012 \$ (39 889 \$ en 2022) présenté à titre d'administration générale. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui est la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale – instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments.

Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

Adoption initiale - obligations liées à la mise hors service des immobilisations (chapitre 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal aurait dû appliquer les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipale qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipale doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipale à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'organisme municipal n'a pas évalué ou comptabilisé de passif concernant les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	914 390	999 305
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪ Organismes consolidés	3.1	184 976	55 097
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 099 366	1 054 402
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 099 366	1 054 402
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 208 888 \$.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	202 820	120 280
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 588 650	3 268 888
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	569 240	36 756
Organismes municipaux	13		141
Autres			
▪ Comptes divers à recevoir	14.1	206 973	270 529
▪ Organismes consolidés	14.2	14 017	
	15	3 581 700	3 696 594
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 192 384	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 192 384	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	233 372	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 316 536	3 251 021
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	15 458	15 333
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	23 284	2 534
	27	2 588 650	3 268 888

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	24 720	45 525
	35	24 720	45 525
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

S/O

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	130 842	313 562
Salaires et avantages sociaux	42	113 462	99 671
Dépôts et retenues de garantie	43	64 105	66 404
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	50 687	51 836
▪ Organismes consolidés	45.2	68 954	
	46	428 050	531 473

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48	171 024	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Vente pour non paiement des taxes	52.1	34 935	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Organismes consolidés	60.1		24 953
	61	205 959	24 953

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,00	2024	2041	62	9 603 000	10 334 036
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69	80 426	
					70	9 683 426	10 334 036
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(68 453)	(73 387)
					72	9 614 973	10 260 649

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	682 100		4 437	686 537
2025	74	702 700		4 498	707 198
2026	75	724 200		4 766	728 966
2027	76	720 800		5 053	725 853
2028	77	744 400		61 672	806 072
2029 et plus	78	6 028 800			6 028 800
	79	9 603 000		80 426	9 683 426
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	9 603 000		80 426	9 683 426

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	74 661
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	74 661
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	32 356
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	47 833
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	24 581
	90	104 770

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	1 793 318	2 490		1 795 808
Eaux usées	103	1 969 839			1 969 839
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	10 843 095			10 843 095
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Station., Dép.neig	105.1	15 228 160			15 228 160
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	7 352 634	564 144		7 916 778
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 180 014	7 307		1 187 321
Ameublement et équipement de bureau	110	1 424 138	69 476	1 153	1 492 461
Machinerie, outillage et équipement divers	111	382 497	24 723		407 220
Terrains	112	1 600 884			1 600 884
Autres	113	3 788			3 788
	114	41 778 367	668 140	1 153	42 445 354
Immobilisations en cours	115	835 382	(208 613)		626 769
	116	42 613 749	459 527	1 153	43 072 123
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	1 064 749	44 848		1 109 597
Eaux usées	118	1 426 921	49 556		1 476 477
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	3 972 481	242 865		4 215 346
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Station., Dép.neig	120.1	4 964 927	484 409		5 449 336
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	3 700 494	150 836		3 851 330
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	866 226	40 966		907 192
Ameublement et équipement de bureau	125	891 659	101 077	1 153	991 583
Machinerie, outillage et équipement divers	126	292 220	12 723		304 943
Autres	127	3 789			3 789
	128	17 183 466	1 127 280	1 153	18 309 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	25 430 283			24 762 530
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	139.1			
	140			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	141.1			
	142			
VALEUR COMPTABLE NETTE	143			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Dépôt de salle	144.1	(1 000)
▪ Fondation du cégep	144.2	300
Autres		
▪ Organismes contrôlés	145.1	6 535
	146	5 835
		4 369

Note**19. Obligations contractuelles****VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

La Ville s'est engagée en vertu d'une entente avec l'Office d'Habitation de Saint-Joseph-de-Sorel (H.L.M.) à verser 10% du déficit annuel. Pour 2023, la portion du déficit budgété assumée par la Ville est estimé à 4 266 \$.

La Ville s'est engagée pour des services d'évaluation foncière de 2023 à 2026. Les montants sont de 55 433 \$ en 2024, de 57 399 \$ en 2025 et de 59 463 \$ en 2026. De plus, si nécessaire un montant de 15 000 \$ en 2025 pour l'équilibrage du rôle. (CP-22-156).

La Ville s'est engagée pour l'éclairage extérieur Hôtel de Ville de 2023 à 2025. Les montants sont de 13 194 \$ en 2024 et de 12 225,50 \$ en 2025. (rés.#2023-04-072).

La Ville s'est engagée pour l'organisation de la Féerie des lumières de 2023 à 2025. Les montants sont de 35 000 \$ en 2024 et de 37 500 \$ en 2025. (rés.#2023-04-082).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville s'est engagée pour le service d'incendie avec la Ville de Sorel-Tracy de 2023 à 2027 pour un montant total de 1 745 372 \$. Les montants sont de 319 840 \$ en 2024, 364 618 \$ en 2025, 410 538 \$ en 2026 et 369 815 \$ en 2027.

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

s/o

23. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

24. Données budgétaires**VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

25. Instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la municipalité a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que l'organisme municipal s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 134 056	4 407 305	4 424 764		4 424 764
Compensations tenant lieu de taxes	2	38 146	35 000	35 670		35 670
Quotes-parts	3				345 401	345 401
Transferts	4	410 426	418 585	399 986		399 986
Services rendus	5	282 162	310 400	340 453		340 453
Imposition de droits	6	84 468	26 450	50 772		50 772
Amendes et pénalités	7	7 636	4 500	9 005		9 005
Revenus de placements de portefeuille	8				3 316	3 316
Autres revenus d'intérêts	9	76 734	92 520	160 116	1 963	162 079
Autres revenus	10	10 925	175 100	104 530	81	104 611
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	5 044 553	5 469 860	5 525 296		350 761
						5 876 057
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14				71 775	71 775
Transferts	15	749 530	221 225	63 125		63 125
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	749 530	221 225	63 125		71 775
	22	5 794 083	5 691 085	5 588 421		422 536
						6 010 957
Charges						
Administration générale	23	1 195 931	1 247 663	1 204 668	98 217	22 229
Sécurité publique	24	446 047	551 280	482 233		
Transport	25	658 012	829 987	743 862	411 667	
Hygiène du milieu	26	582 310	634 690	686 401	296 197	359 325
Santé et bien-être	27	1 691	5 300	8 429		
Aménagement, urbanisme et développement	28	154 755	130 555	74 643		
Loisirs et culture	29	1 105 882	1 221 395	1 281 188	261 532	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	205 732	208 895	221 831		2 038
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 061 215	1 061 500	1 067 613	(1 067 613)	
	34	5 411 575	5 891 265	5 770 868		383 592
	35	382 508	(200 180)	(182 447)		38 944
						6 154 460
Excédent (déficit) de l'exercice						(143 503)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	382 508	(200 180)	(182 447)	38 944
Moins : revenus d'investissement	2 (	749 530)	221 225)	63 125)	71 775)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(367 022)	(421 405)	(245 572)	(32 831)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	1 061 215	1 061 500	1 067 613	59 667
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6				
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	1 061 215	1 061 500	1 067 613	59 667
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	566 186)	680 500)	538 103)	3 388)
	18	(566 186)	(680 500)	(538 103)	(3 388)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	161 520)	65 360)	46 696)	12 615)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	148 309	50 000	128 920	128 920
Excédent de fonctionnement affecté	21	64 693	30 000	70 637	252
Réserves financières et fonds réservés	22	23 365	25 765	14 298	14 298
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			718	718
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	74 847	40 405	167 877	(12 363)
	26	569 876	421 405	697 387	43 916
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	202 854		451 815	11 085

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	749 530	63 125	71 775	134 900
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	855 363)(	202 593)(	)	202 593)
Sécurité publique	3 ())))
Transport	4 (	180 497)(	23 498)(	)	23 498)
Hygiène du milieu	5 (	201 227)(	37 769)(	113 634)(	151 403)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	7 244)()))
Loisirs et culture	8 (	55 121)(	82 033)(	)	82 033)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	1 299 452)(	345 893)(	113 634)(	459 527)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14			38 280	38 280
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	161 520	46 696	12 615	59 311
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	341 713	236 072	919	236 991
Excédent de fonctionnement affecté	17	50 000		11 102	11 102
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	553 233	282 768	24 636	307 404
	20	(746 219)	(63 125)	(50 718)	(113 843)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 311		21 057	21 057

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	935 624	914 390	184 976	1 099 366
Débiteurs (note 5)	2	3 690 560	3 567 683	14 017	3 581 700
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4			24 720	24 720
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	69 399	74 661		74 661
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	4 695 583	4 556 734	223 713	4 780 447
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	501 300	359 096	68 954	428 050
Revenus reportés (note 11)	12	24 953	205 959		205 959
Dettes à long terme (note 12)	13	10 215 323	9 534 547	80 426	9 614 973
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	10 741 576	10 099 602	149 380	10 248 982
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 045 993)	(5 542 868)	74 333	(5 468 535)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	24 567 412	23 845 692	916 838	24 762 530
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	14 064	51 015	13 112	64 127
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	103	(700)	6 535	5 835
	23	24 581 579	23 896 007	936 485	24 832 492
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	838 493	678 271	23 704	701 975
Excédent de fonctionnement affecté	25	512 068	658 679	129 646	788 325
Réserves financières et fonds réservés	26	488 579	512 660		512 660
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(73 177)	(68 453)	()	(68 453)
Financement des investissements en cours	28	4 575		21 059	21 059
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	16 618 694	16 435 076	836 409	17 271 485
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	18 535 586	18 353 139	1 010 818	19 363 957
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 380 095	1 258 953	1 377 986	1 397 456
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	360 095	373 806	402 455	394 150
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	340 000	280 561	280 561	248 284
Autres biens et services	8	2 038 903	1 982 671	2 156 876	1 755 860
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	208 895	216 749	218 787	221 148
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		5 082	5 082	(13 533)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	202 682	206 643	206 643	184 312
Transferts	15				
Autres	16	299 095	378 590	378 590	
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 061 500	1 067 813	1 127 480	1 118 377
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				165 762
	22	5 891 265	5 770 868	6 154 460	5 471 816

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	701 975	2 107 739
Excédent de fonctionnement affecté	2	788 325	651 709
Réserves financières et fonds réservés	3	512 660	488 579
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(68 453)	(73 177)
Financement des investissements en cours	5	21 059	4 575
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 271 485	16 181 681
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	19 363 957	19 507 460
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	678 271	2 092 843
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	23 704	14 896
	11	701 975	2 107 739
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dépôt de neige usée	12.1	152 000	144 000
▪ CIT Sorel-Varenes	12.2	71 838	101 838
▪ Allocation Conseil	12.3	67 940	59 903
▪ Programme PRQ	12.4	48 500	35 714
▪ Fête du 150e anniversaire	12.5	150 000	150 000
▪ Site internet et logo	12.6		9 052
▪ Habillage des fenêtres à l'aréna	12.7		3 078
▪ Rapport d'évaluation des bâtiments municipaux	12.8		8 483
▪ Surfaceuse, Module de jeux, Écran numérique	12.9	56 709	
▪ Réfection des bureau, Porte d'entrée, Plexiglass	12.10	52 253	
▪ Entente de service pour la protection incendie	12.11	59 439	
	13	658 679	512 068
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1	129 646	139 641
	15	129 646	139 641
	16	788 325	651 709

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	74 504
Organismes contrôlés et partenariats	22	60 086
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	419 546
Organismes contrôlés et partenariats	26	419 546
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	18 610
Autres		8 947
▪	30.1	
	31	512 660
	32	488 579
	512 660	488 579

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	68 453
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	73 177
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	68 453
	64 (	(73 177))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 21 059	4 575
Investissements à financer	66 () ()	()
	67 21 059	4 575
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 24 762 530	25 430 283
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 24 762 530	25 430 283
Ajustements aux éléments d'actif	74 (3)	
	75 24 762 527	25 430 283
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (9 614 973)(	10 260 649)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (68 453)(	73 387)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 2 192 384	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	1 085 434
	81 (7 491 042)(	9 248 602)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 () ()	()
	83 (7 491 042)(	9 248 602)
	84 17 271 485	16 181 681

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régime de retraite pour les employés cadres de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Résumé des dispositions du régime

A) Date d'entrée en vigueur

1er août 1989

B) Définition

1. Admissibilité et participation

Seuls sont admissibles les employés cadres qui ne font pas partie d'une unité de négociation.

2. Âge de retraite normale

65 ans

3. Âge de retraite anticipée

À compter de 50 ans, avec ajustement de 0,5% par mois d'anticipation

C) Cotisations

1. Participants

5% de leur salaire régulier à compter de leur adhésion et comme prévu dans l'entente suite à la loi RRSM, la cotisation augmente graduellement pour atteindre la moitié de la cotisation d'exercice au 1er janvier 2020.

2. Ville

Solde du coût des prestations créditées

D) Rente annuelle normale à la retraite

2% de la moyenne des trois meilleurs salaires multiplié par le nombre d'années de participation.

E) Prestation au décès

1. Avant la retraite

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors créditée au participant; la valeur de cette rente ne doit pas être inférieure à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant. À défaut d'un conjoint admissible, un montant forfaitaire égal à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant est versé aux ayants droit.

2. Après la retraite

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors versée au retraité. À défaut d'un conjoint admissible, la rente comporte une garantie de cinq années.

F) Prestation au départ

Un crédit de rente différée est accordé au participant dont le montant est égal à la rente qui lui est alors créditée, tenant compte de la règle de 50% et de la prestation additionnelle requise par la Loi 102 (période de participation postérieure au 1er janvier 2001).

Le participant peut demander le transfert (à un REER immobilisé) de la valeur actuarielle de cette rente différée.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 69 399	57 881
Charge de l'exercice	4 (32 356)(	24 207)
Cotisations versées par l'employeur	5 37 618	35 725
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 74 661	69 399
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 2 029 237	1 897 466
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (2 029 237)(	1 897 466)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 74 661	69 399
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 74 661	69 399
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 74 661	69 399
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 75 235	71 450
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 75 235	71 450
Cotisations salariales des employés	21 (37 618)(	35 725)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 37 617	35 725
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 24 179	36 488
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 61 796	72 213
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 75 876	70 142
Rendement espéré des actifs	32 (105 316)(	118 148)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (29 440)	(48 006)
Charge de l'exercice	34 32 356	24 207

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 171 373	(211 027)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (105 316)	(118 148)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 66 057	(329 175)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (8 552)	(59 150)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 114 837	86 280
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43 228 800	248 300
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 402 017	283 032
DMERCA du nouveau volet	45 8	3
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 15	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,00 %	5,65 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,65 %	5,61 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 4,50 %	3,20 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 2

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Saint-Joseph-de-Sorel**

Le régime RRS, en vigueur depuis le 18 juin 2007, est admissible aux salariés réguliers syndiqués ayant complété une période de six (6) mois de service continu. La participation à ce régime RRS est obligatoire pour tous les employés décrits précédemment. L'employeur s'engage à verser des cotisations salariales régulières d'un montant égal à un pourcentage de 7 %, depuis le 1er avril 2022, du salaire annuel gagné, le salarié verse la même cotisation.

Régie intermunicipale de l'eau-Tracy-Saint-Joseph-Saint-Roch

Les employés de la Régie participent au plan des avantages sociaux offert par la Ville de Sorel-Tracy. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville de Sorel-Tracy est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;
- des prestations supplémentaires payables à certains retraités actuels et futurs.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	47 833
	110	49 299

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Saint-Joseph-de-Sorel**

Le régime enregistré d'épargne-retraite a été remplacé par un régime de retraite simplifié en 2007. Toutefois, il est en vigueur lorsqu'il s'agit de rachat d'années de services passées.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	4 867	4 619
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	24 581	24 563
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	24 581	24 563

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 174 755	4 179 714	4 179 714
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 174 755	4 179 714	4 179 714
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	224 550	236 416	236 416
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	8 000	8 634	8 634
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	232 550	245 050	245 050
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	232 550	245 050	245 050
	27	4 407 305	4 424 764	4 424 764
				3 901 718
				4 134 056

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	35 000	35 670	35 670
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	35 000	35 670	38 146
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	35 000	35 670	35 670
				38 146

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78	50 000	23 102	23 102
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81		8 312	8 312
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	50 000	31 414	31 414
				66 861

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86		11 757	620 194
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91		13 599	15 333
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104	68 000	37 769	114 003
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	153 225		
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	221 225	63 125	63 125
				749 530

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126	339 505	339 493	319 839
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	29 080	29 079	23 726
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	368 585	368 572	343 565
TOTAL DES TRANSFERTS	136	639 810	463 111	1 159 956

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi		137		
Évaluation		138		
Autres		139		
		140		
Sécurité publique				
Police		141		
Sécurité incendie		142		
Sécurité civile		143		
Autres		144		
		145		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		146		
Enlèvement de la neige		147		
Autres		148		
Transport collectif		149		
Autres		150		
		151		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		152		
Réseau de distribution de l'eau potable		153		
Traitement des eaux usées		154		
Réseaux d'égout		155		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		156		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		157		
Tri et conditionnement		158		
Autres		159		
Autres		160		
Cours d'eau		161		
Protection de l'environnement		162		
Autres		163		
		164		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	11 400	21 980	21 980
	182	11 400	21 980	8 599
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	299 000	318 473	318 473
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	299 000	318 473	318 473
Réseau d'électricité	221			
	222	310 400	340 453	340 453
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	310 400	340 453	340 453
				282 162

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	1 450	1 054	1 443
Droits de mutation immobilière	225	25 000	49 718	83 025
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	26 450	50 772	84 468
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	4 500	9 005	7 636
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230		3 316	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	92 520	160 116	79 351
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	175 100	104 530	11 260
	242	175 100	104 530	11 260
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	335 680	287 689		287 689	288 961	281 006
Greffe et application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	728 878	739 562	98 217	837 779	864 082	868 157
Évaluation	4	65 380	55 839		55 839	46 176	25 698
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪	6.1	117 725	121 578		121 578	125 895	112 134
	7	1 247 663	1 204 668	98 217	1 302 885	1 325 114	1 286 995
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	192 705	192 397		192 397	192 397	188 169
Sécurité incendie	9	340 000	280 561		280 561	280 561	248 284
Sécurité civile	10	10 000	2 131		2 131	2 131	3 272
Autres	11	8 575	7 144		7 144	7 144	6 322
	12	551 280	482 233		482 233	482 233	446 047
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	132 360	57 012	334 914	391 926	391 926	385 950
Enlèvement de la neige	14	210 485	203 439	6 677	210 116	210 116	180 582
Éclairage des rues	15	23 435	20 606		20 606	20 606	20 483
Circulation et stationnement	16	36 974	38 193		38 193	38 193	44 150
Transport collectif							
Transport en commun	17	70 380	70 375		70 375	70 375	57 154
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20	356 353	354 237	70 076	424 313	424 313	381 978
	21	829 987	743 862	411 667	1 155 529	1 155 529	1 070 297

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	241 135	321 257		321 257	614 960	296 089
Réseau de distribution de l'eau potable	23	36 848	17 078	85 024	102 102	102 102	92 443
Traitement des eaux usées	24	73 160	82 137	48 012	130 149	195 771	113 454
Réseaux d'égout	25	59 257	48 344	163 017	211 361	211 361	258 486
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	205 290	67 118	72	67 190	67 190	75 881
Élimination	27		39 090		39 090	39 090	36 027
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28		33 968	72	34 040	34 040	29 621
Tri et conditionnement	29		18 483		18 483	18 483	19 702
Matières organiques							
Collecte et transport	30		37 736		37 736	37 736	33 338
Traitement	31		19 750		19 750	19 750	17 544
Matériaux secs	32		33 439		33 439	33 439	14 063
Autres	33						(51 140)
Plan de gestion							
Autres	35	19 000					
Cours d'eau							
Protection de l'environnement							
Autres	38		(31 999)		(31 999)	(31 999)	
	39	634 690	686 401	296 197	982 598	1 341 923	935 508
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	5 000	8 354		8 354	8 354	1 691
Sécurité du revenu	41						
Autres	42	300	75		75	75	
	43	5 300	8 429		8 429	8 429	1 691

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	12 865	12 481		12 481	12 481	10 724
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46	103 000	47 472		47 472	47 472	129 007
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	10 280	8 939		8 939	8 939	9 246
Tourisme	48	4 410	5 751		5 751	5 751	5 778
Autres	49						
Autres	50						
	51	130 555	74 643		74 643	74 643	154 755
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	31 530	41 377	4 499	45 876	45 876	13 398
Patinoires intérieures et extérieures	53	653 550	648 011	53 096	701 107	701 107	619 406
Piscines, plages et ports de plaisance	54	122 165	106 030	23 637	129 667	129 667	115 157
Parcs et terrains de jeux	55	401 940	463 134	180 300	643 434	643 434	594 816
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57						
Autres	58	12 210	22 636		22 636	22 636	26 131
	59	1 221 395	1 281 188	261 532	1 542 720	1 542 720	1 368 908
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61						
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64						
	65						
	66	1 221 395	1 281 188	261 532	1 542 720	1 542 720	1 368 908

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	208 895	216 749		216 749	218 787	221 148
Autres frais	69						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70		(29 440)		(29 440)	(29 440)	(48 006)
Autres	71		34 522		34 522	34 522	34 473
	72	208 895	221 831		221 831	223 869	207 615
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 061 500	1 067 613 (	1 067 613)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			1 613
Usines de traitement de l'eau potable	2		85 437	12 513
Usines et bassins d'épuration	3		1 170	5 778
Conduites d'égout	4	37 769	37 769	195 979
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	16 483	16 483	24 961
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			1 572
Aires de stationnement	9			7 244
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	199 210	199 210	837 574
Édifices communautaires et récréatifs	14	249	249	5 884
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	5 902	7 307	57 490
Ameublement et équipement de bureau	18	86 280	86 968	71 845
Machinerie, outillage et équipement divers	19		24 934	18 726
Terrains	20			96 474
Autres	21			
	22	345 893	459 527	1 337 653

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			1 613
Usines de traitement de l'eau potable	2		85 437	12 513
Usines et bassins d'épuration	3		1 170	5 778
Conduites d'égout	4	37 769	37 769	195 979
Autres infrastructures	5	16 483	16 483	33 777
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	291 641	318 668	1 087 993
	12	345 893	459 527	1 337 653

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 334 036	(2 154 107)	688 887	7 491 042
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	10 334 036	(2 154 107)	688 887	7 491 042
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9		2 192 384		2 192 384
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13		2 192 384		2 192 384
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15		2 192 384		2 192 384
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18		2 192 384		2 192 384
	19	10 334 036	38 277	688 887	9 683 426
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	10 334 036	38 277	688 887	9 683 426

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	9 603 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 192 384
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	7 410 616
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	71 444
Endettement net à long terme	14	7 482 060
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	332 721
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	7 814 781
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 814 781
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	117 612	121 578	112 134
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	70 380	70 375	57 154
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	10 280	8 939	9 246
Autres	21	4 410	5 751	5 778
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	202 682	206 643	184 312

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	345 893	1 299 452
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	345 893	1 299 452

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	32,50	5 995,00	340 885	123 201	464 086
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,00	32,50	3 984,00	148 206	49 176	197 382
Cols bleus	4	23,00	40,00	18 510,00	596 373	163 319	759 692
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	31,00		28 489,00	1 085 464	335 696	1 421 160
Élus	9	7,00			173 489	38 110	211 599
	10	38,00			1 258 953	373 806	1 632 759

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		37 769			37 769
Autres	6	399 986	25 356			425 342
	7	399 986	63 125			463 111

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	(8 461)	
Évaluation	2		
Autres	3		(14 650)
	4	(8 461)	(14 650)
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	74 749	69 370
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	74 749	69 370
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	76 831	77 278
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	76 832	77 279
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	153 663	154 557
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	1 691	1 723
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	1 691	1 723
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	189	(5 268)
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	189	(5 268)
Réseau d'électricité			
	40		
	41	221 831	205 732

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Deguisse, Vincent	1.1 Maire	39 496	18 207	11 302	
Cournoyer, Jean-Guy	1.2 Conseiller	13 158	6 579	864	432
Dufresne, Sophie	1.3 Conseiller	13 158	6 579		
Gladu, Mélanie	1.4 Conseiller	13 065	6 533		
Latour, Michel	1.5 Conseiller	13 158	6 579		
Richard, Ginette	1.6 Conseiller	13 158	6 579		
St-Louis, Pierre	1.7 Conseiller	13 158	6 579		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 105 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 C-19-059
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-21
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 268
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 113
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-13

Nom du signataire : Patrick Delisle

Fonction du signataire : Direction général et greffier

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-09 11:42

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	5 044 553	5 469 860	5 525 296	350 761	5 876 057
Investissement	2	749 530	221 225	63 125	71 775	134 900
	3	5 794 083	5 691 085	5 588 421	422 536	6 010 957
Charges	4	5 411 575	5 891 265	5 770 868	383 592	6 154 460
Excédent (déficit) de l'exercice	5	382 508	(200 180)	(182 447)	38 944	(143 503)
Moins : revenus d'investissement	6 (	749 530)(	221 225)(	63 125)(	71 775)(	134 900)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(367 022)	(421 405)	(245 572)	(32 831)	(278 403)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 061 215	1 061 500	1 067 613	59 667	1 127 280
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	566 186)(	680 500)(	538 103)(	3 388)(	541 491)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	161 520)(	65 360)(	46 696)(	12 615)(	59 311)
Excédent (déficit) accumulé	12	236 367	105 765	214 573	252	214 825
Autres éléments de conciliation	13					
	14	569 876	421 405	697 387	43 916	741 303
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	202 854		451 815	11 085	462 900

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023		2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	935 624	914 390	1 099 366	1 054 402
Débiteurs	2	3 690 560	3 567 683	3 581 700	3 696 594
Placements de portefeuille	3			24 720	45 525
Autres	4	69 399	74 661	74 661	69 399
	5	4 695 583	4 556 734	4 780 447	4 865 920
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	10 215 323	9 534 547	9 614 973	10 260 649
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8				
Autres	9	526 253	565 055	634 009	556 426
	10	10 741 576	10 099 602	10 248 982	10 817 075
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 045 993)	(5 542 868)	(5 468 535)	(5 951 155)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	24 567 412	23 845 692	24 762 530	25 430 283
Autres	13	14 167	50 315	69 962	28 332
	14	24 581 579	23 896 007	24 832 492	25 458 615
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	838 493	678 271	701 975	2 107 739
Excédent de fonctionnement affecté	16	512 068	658 679	788 325	651 709
Réserves financières et fonds réservés	17	488 579	512 660	512 660	488 579
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	(73 177))	(68 453))	(68 453))	(73 177))
Financement des investissements en cours	19	4 575		21 059	4 575
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	16 618 694	16 435 076	17 271 485	16 181 681
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	18 535 586	18 353 139	19 363 957	19 507 460

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dépôt de neige usée	1.1	152 000	144 000
▪ CIT Sorel-Varennes	1.2	71 838	101 838
▪ Allocation Conseil	1.3	67 940	59 903
▪ Programme PRQ	1.4	48 500	35 714
▪ Fête du 150e anniversaire	1.5	150 000	150 000
▪ Site internet et logo	1.6		9 052
▪ Habillage des fenêtres à l'aréna	1.7		3 078
▪ Rapport d'évaluation des bâtiments municipaux	1.8		8 483
▪ Surfaceuse, Module de jeux, Écran numérique	1.9	56 709	
▪ Réfection des bureau, Porte d'entrée, Plexiglass	1.10	52 253	
▪ Entente de service pour la protection incendie	1.11	59 439	
	2	658 679	512 068
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	129 646	139 641
	4	788 325	651 709
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	74 504	60 086
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	419 546	419 546
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	18 610	8 947
Autres			
▪	14.1		
	15	512 660	488 579
	16	1 300 985	1 140 288

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	7 410 616
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	7 814 781

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	7 491 042	10 334 036
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 192 384	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	9 683 426	10 334 036

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	4 134 056	4 407 305	4 424 764	4 424 764
Compensations tenant lieu de taxes	13	38 146	35 000	35 670	35 670
Quotes-parts	14				345 401
Transferts	15	410 426	418 585	399 986	399 986
Services rendus	16	282 162	310 400	340 453	340 453
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	92 104	30 950	59 777	63 093
Autres	18	87 659	267 620	264 646	266 690
	19	5 044 553	5 469 860	5 525 296	5 876 057
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				71 775
Transferts	22	749 530	221 225	63 125	63 125
Autres	23				
	24	749 530	221 225	63 125	134 900
	25	5 794 083	5 691 085	5 588 421	6 010 957

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	1 247 663	1 204 668	98 217	1 302 885	1 325 114	1 286 995
Sécurité publique							
Police	2	192 705	192 397		192 397	192 397	188 169
Sécurité incendie	3	340 000	280 561		280 561	280 561	248 284
Autres	4	18 575	9 275		9 275	9 275	9 594
Transport							
Réseau routier	5	403 254	319 250	341 591	660 841	660 841	631 165
Transport collectif	6	70 380	70 375		70 375	70 375	57 154
Autres	7	356 353	354 237	70 076	424 313	424 313	381 978
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	410 400	468 816	296 053	764 869	1 124 194	760 472
Matières résiduelles	9	224 290	249 584	144	249 728	249 728	175 036
Autres	10		(31 999)		(31 999)	(31 999)	
Santé et bien-être	11	5 300	8 429		8 429	8 429	1 691
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	12 865	12 481		12 481	12 481	10 724
Promotion et développement économique	13	14 690	14 690		14 690	14 690	15 024
Autres	14	103 000	47 472		47 472	47 472	129 007
Loisirs et culture	15	1 221 395	1 281 188	261 532	1 542 720	1 542 720	1 368 908
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	208 895	221 831		221 831	223 869	207 615
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	4 829 765	4 703 255	1 067 613	5 770 868	6 154 460	5 471 816
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 061 500	1 067 613 (	1 067 613)			
	21	5 891 265	5 770 868		5 770 868	6 154 460	5 471 816

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Réalisations 2023</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
Revenus d'investissement	1	749 530	63 125	71 775	134 900
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 299 452)(	345 893)(	113 634)(	459 527)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4			38 280	38 280
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	161 520	46 696	12 615	59 311
Excédent accumulé	6	391 713	236 072	12 021	248 093
	7	(746 219)	(63 125)	(50 718)	(113 843)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 311		21 057	21 057

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14